

Elias Sanbar

« L'actuel gouvernement israélien joue la carte du désastre »

Trente ans après les accords d'Oslo, l'écrivain palestinien redoute une nouvelle Nakba, c'est-à-dire l'expulsion de la population arabe d'Israël et de Cisjordanie



« Le Musée des nuages »
toile collective signée
de quatre artistes, à Gaza,
en avril 2023. GALERIE ELGA

ENTRETIEN

JÉRUSALEM - correspondant

L'écrivain Elias Sanbar est né en 1947, à Haïfa, en Palestine mandataire. Réfugié au Liban puis en France, il est le traducteur de Mahmoud Darwich et a été ambassadeur de la Palestine auprès de l'Unesco. Il a été l'un des négociateurs du processus de paix d'Oslo, né des accords du même nom, scellés le 13 septembre 1993 par la poignée de main historique entre le chef de l'OLP, Yasser Arafat, et le premier ministre israélien, Itzhak Rabin. Il a ensuite été témoin de l'enlèvement des négociations.

Trente ans après, que reste-t-il d'Oslo ?

Le processus de paix d'Oslo est mort. En trente ans, la société palestinienne est passée de l'espoir au scepticisme, puis au rejet de ces accords. Néanmoins, il en reste des traces. Il a permis aux Palestiniens de sortir de presque un demi-siècle d'invisibilité. En 1948 [lors de la création d'Israël], Israël et le monde avec lui ont répété que la Palestine et les Palestiniens n'existaient pas, qu'ils n'avaient en réalité jamais existé et donc, qu'aucune injustice n'était commise à leur égard. L'obsession de ces « disparus » de 1948 va être de retrouver leur nom, de redevenir « visibles ». A la veille d'Oslo, la majorité de la planète disait encore que les Palestiniens n'existaient pas. Aujourd'hui, qu'on les soutienne ou non, plus personne ne dit cela.

Oslo a aussi établi que la question de la Palestine ne peut être résolue sans le peuple de Palestine. On oublie que nombre de participants rêvaient que les Palestiniens, accusés de complicité avec le pouvoir de Sadam Hussein [après que l'Irak a envahi le Koweït, en 1990], ne soient pas représentés à la conférence de Madrid, prélude aux accords d'Oslo. Mais il a bien fallu que la délégation palestinienne atterrisse à Madrid, en 1991, pour que le projet d'une solution au conflit israélo-palestinien et d'une remise en ordre de la région sous la houlette des Etats-Unis ne se trouve pas bloqué.

La solution des deux Etats est-elle encore viable ?

Beaucoup prétendent que la non-viabilité prouve que le choix de la solution à deux Etats était au départ une erreur. C'est faux. Mais, aujourd'hui, il n'est plus possible de l'appliquer. Il y a les colonies à démanteler [près de 700 000 colons israéliens vivent en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, contre 250 000 en 1993]. Il y a les faits accomplis imposés par la puissance occupante, et le constat que des puissances extérieures, les Etats-Unis par exemple, n'imposent pas une solution. Une question émerge alors, émanant des inquiétudes actuelles des Palestiniens : est-ce qu'un autre transfert est possible ? Tel est le terme utilisé pour nommer l'expulsion de près de 850 000 Palestiniens, sur une population totale de 1 400 000 âmes, en 1948. Besacoup en Israël, au gouvernement actuel et dans les colonies, rêvent d'un transfert, d'une nouvelle Nakba [catastrophe].

Cette crainte repose-t-elle sur un scénario réaliste ?

Réaliste ? Il est plutôt extrêmement compliqué à accomplir. En 1948, l'expulsion s'est passée à grande vitesse, le temps que le monde ne réagisse pas. Surtout, elle ne paraissait pas exceptionnelle. L'Europe était elle-même noyée sous le flot de réfugiés, après la seconde guerre mondiale. La terre entière avait aussi et surtout le sentiment qu'une injustice absolue avait été commise à l'égard des juifs, qu'il fallait leur trouver une solution, une forme de victoire réelle contre la barbarie nazie. Nous ne sommes plus dans cette conjoncture. Les Palestiniens sont visibles et, contrairement à 1948, ils ont compris. Quand ils sont partis, forcés, nos parents étaient convaincus que ce n'était que l'affaire de quelques semaines et qu'ils reviendraient. Soixante-dix ans plus tard, les Palestiniens savent que quand on part, on ne revient pas. Ils ne bougeront pas, même s'ils subissent des massacres.

Quand Oslo est-il mort ?

Oh, c'est une mort lente, pas une crise cardiaque ! Une agonie ponctuée de tentatives de réanimation. J'edraî que la mort s'est installée

Le Musée Sahab (« nuages », en arabe) est un projet d'abord numérique, avec pour objet de protéger le patrimoine archéologique, historique, artistique de l'endave de Gaza, sous blocus israélien. A la galerie Elitica, l'une des deux salles de la ville de Gaza, le collectif Hawaf (« marges ») a invité quarante artistes, plasticiens, street-artistes, illustrateurs, vidéastes, à réaliser la première œuvre qui y sera exposée : « Le Musée des nuages ». Interactive, elle incite le visiteur de l'exposition à aller chercher, à l'aide de son smartphone, les objets « cachés » dans la toile et dont les artistes ont fait don au musée en devenir. Une collection amenée à voyager hors de Gaza, grâce à la réalité augmentée. Extrait de l'exposition « Ce que la Palestine apporte au monde », jusqu'au 19 novembre, à l'Institut du monde arabe (Paris 5^e).



ERIC FOUGERES-CORBIS
VA ETAGI BRABES

à partir du moment où le peuple de Palestine n'y croyait plus, que la machine des négociations s'est mise à tourner dans le vide. Mais alors, à qui profite l'échec d'Oslo ? Les perdants ne sont pas les seuls Palestiniens. Les deux Etats auraient permis aux Israéliens d'avoir un voisinage réconcilié. Ils se retrouvent en compagnie d'un peuple à qui on a dénié ses droits. Les Palestiniens sont là, ils vont de plus en plus revendiquer l'égalité, entrer dans la logique d'une citoyenneté.

Que vous inspirent les appels du président Mahmoud Abbas à une solution à deux Etats ?

Il a toujours eu cette conviction qu'il fallait deux Etats. Ce souhait est juste, mais peut-il encore se concrétiser ?

Une majorité de la population des territoires souhaite qu'il quitte le pouvoir, et rejette l'Autorité palestinienne née des accords d'Oslo...

Alors il faut qu'Israël autorise des élections, et notamment à Jérusalem-Est. Qu'il mette Mahmoud Abbas au pied du mur, qu'il accule ceux qui font de l'impossibilité d'organiser les élections [à Jérusalem-Est annexée par Israël] un alibi pour ne pas aller aux urnes.

Que pensez-vous des appels sans fin de la France et de Washington à préserver une solution à deux Etats ?

La plupart des pays qui appellent à cette solution sont des amis, ils appuient une position juste. Ils disent aussi cela faute de mieux, en pensant conjurer le pire. Ils ne sont pas naïfs, ils savent que ça n'est plus jouable, mais ils continuent à le dire un peu comme une incantation pour éloigner le mauvais sort. C'est aussi pour eux une manière de constater leur impuissance ou un manque de courage à forcer une solution juste au conflit. Nous nous approchons inexorablement du moment où la situation va gravement se détériorer.

Que craignez-vous ?

A force d'abattre des jeunes gens, à force d'entrer et de réprimer dans les camps de réfugiés et dans les villes, à force de piller des ter-

res et à force d'imposer des lois iniques – car l'occupant légifère pour rendre légitimes, légales, des pratiques illégales... – à un moment donné, l'explosion sera là, inéluctable. Plus grave, je pense que l'actuel gouvernement d'Israël joue la carte du désastre. Ces apprentis sorciers pensent que des troubles généralisés justifieraient un transfert des Palestiniens et permettraient à Israël de se présenter comme un agresseur en état de légitime défense.

Une forme d'apartheid règne-t-elle entre le Jourdain et la Méditerranée ?

Plusieurs associations de défense des droits de l'homme [dont Human Rights Watch et Amnesty] ont été décriées, depuis 2020, pour avoir recensé les éléments constitutifs de cet apartheid. Beaucoup d'Israéliens lucides et honnêtes confirment aussi son existence. La politique de la séparation et de la ségrégation à l'égard des Palestiniens, sur une base nationale et raciale, a toujours été présente. Oslo a, paradoxalement, permis à ses tenants de continuer à la mener. Toute critique de la politique israélienne était considérée comme une tentative d'extrémistes de venir à bout du processus de paix. La ségrégation a toujours été là. Sans cela, je ne vois pas pourquoi les Palestiniens ont été expulsés en 1948.

Les Palestiniens peuvent-ils aujourd'hui revendiquer des droits égaux dans un Etat juif ?

Les Palestiniens doivent revendiquer leurs droits nationaux. Mais cette revendication est très compliquée en une période où l'Etat n'arrive pas à émerger. Je ne dis jamais « définitivement perdu » : ça n'existe pas en histoire. Les Palestiniens doivent donc se battre simultanément pour obtenir ce que j'appellerais l'égalité des droits du citoyen dans un Etat binational. Cela pose une autre question, cruciale à mes yeux : se battre, oui, mais est-ce au sein de l'Etat juif ou de l'Etat d'Israël ? Israël est un pays où près de 80 % des citoyens se revendiquent de religion juive. Mais il y a une minorité qui ne l'est pas. Nos frères en Galilée, qu'ils soient chrétiens ou musulmans, ont un passeport israélien. Les Israéliens juifs doivent commencer à comprendre que s'ils disent « nous sommes Israéliens », ça signifie qu'il y a de la place pour d'autres qu'eux au sein de cet Etat. S'ils décident qu'ils sont seulement juifs, ils doivent alors prendre conscience qu'ils sont engagés dans la voie du transfert.

Comment réagissez-vous aux manifestations d'Israéliens contre le gouvernement le plus à droite de leur histoire ?

La crise actuelle pose aussi aux Israéliens la question de leur propre identité, ce n'est pas une question strictement palestinienne. Il est temps que les Israéliens s'interrogent sur l'Etat dans lequel ils veulent vivre : un Etat israélien avec des citoyens juifs et non juifs, ou un Etat exclusivement juif. Il faut poser cette question à l'immense mouvement démocratique qui, une fois par semaine, défille dans les rues pour contester la réforme de la justice ou le « coup d'Etat » du gouvernement. Leurs adversaires qui sont aujourd'hui au pouvoir savent, eux, ce qu'ils veulent : un Etat débarrassé de ses citoyens palestiniens.

Craignez-vous que l'Arabie saoudite normalise bientôt ses relations avec Israël, sans regard pour la cause palestinienne ?

J'ai eu une discussion avec un diplomate israélien après l'annonce des accords d'Abraham, par lesquels Israël a plus ou moins normalisé, à partir de 2020, ses relations avec les Emirats arabes unis, Bahreïn et le Maroc. Il était fier et arrogant. Il m'a dit : « Ça y est, tu vois, vous avez définitivement perdu ! Des Arabes vous lâchent. D'autres vont les suivre. » Je lui ai répondu : « Vous avez certes gagné beaucoup de choses. Vous allez faire un nombre incalculable d'affaires, vous allez jumeler les ports, lancer des pipelines et ainsi de suite... Pas de problème ! Mais toi, lui ai-je demandé, tu vas rentrer chez toi ? Tu as fermé tous les volets de ta maison parce que tu allais être absent un bon moment. Tu rentres, si heureux de te consacrer d'Abraham, tu franchis le seuil de ta maison, tu vas dans ton salon et ouvres les volets pour aérer. Qui vas-tu voir, dans ton jardin ? Moi ! Tu peux faire le tour de la terre autant que tu veux, chaque fois que tu regarderas ton jardin, c'est moi que tu verras. Nous sommes là et sur ce point, Oslo ou pas Oslo, rien n'a changé. » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
LOUIS LIMBERT